Le Soir
PANORAMA

A FONDS PERDUS

Le fascisme néolibéral

Manuela Cadelli, juge au tribunal de première instance de Namur et présidente de l'Association syndicale des magistrats de Belgique, a récemment signé une réflexion, tout aussi acerbe que pertinente, sur les travers du néolibéralisme qu'elle assimile carrément au fascisme(*).

La réflexion, parue dans les colonnes du quotidien *Le Soir d'Algérie*(*), rejette toute parenté du néolibéralisme avec le libéralisme.

Le libéralisme se distingue comme «doctrine déduite de la philosophie des Lumières, à la fois politique et économique, qui visait à imposer à l'Etat la distance nécessaire au respect des libertés et à l'avènement des émancipations démocratiques», par ailleurs «moteur de l'avènement et des progrès des démocraties occidentales».

La théorie économique classique qui lui est adossée est, elle aussi, inconnue du néolibéralisme : «Le travail était auparavant un élément de la demande, et les travailleurs étaient respectés dans cette mesure ; la finance internationale en a fait une simple variable d'ajustement.»

Ce n'est politiquement et économiquement pas le cas du néolibéralisme qu'elle assimile à un extrémisme «qui frappe chaque sphère de nos sociétés et chaque instant de notre époque».

A ce titre, le néolibéralisme se rapproche du fascisme. Les deux systèmes partagent en commun «l'assujettissement de toutes les composantes de l'Etat à une idéologie totalitaire et nihiliste».

Dans le cas du néolibéralisme, cela est particulièrement vrai en matière économique car «l'Etat est maintenant au service de l'économie et de la finance qui le traitent en subordonné et lui commandent jusqu'à la mise en péril du bien commun».

A l'heure de l'austérité et de l'orthodoxie budgétaire, la notion de service public est simplement «ridiculisée», alors que se trouvent «congédiés l'universalisme et les valeurs humanistes les plus évidentes : solidarité, fraternité, intégration et respect de tous et des différences».

Déformation du réel, culte de l'évaluation et mépris de la justice, domination d'une caste, idéal sécuritaire sont les signes les plus manifestes du nouvel ordre.

Un des éléments de la communication du totalitarisme néolibéral est la «déformation du réel», comme c'est le cas des coupes budgétaires opérées au nom de «la modernisation des secteurs touchés».

Le «culte de l'évaluation» fait place nette à la performance, la rationalité et le réalisme, avec une «pléthore d'objectifs et d'indicateurs auxquels il convient de se conformer», hors de toute créativité et de tout esprit critique.

Pour sa part, la justice se trouve «négligée» et sacrifiée sur l'autel d'une «normativité qui concurrence les lois du Parlement», compromettant au passage «la puissance démocratique du droit». Le système est antinomique avec le droit et la procédure et l'indépendance du «pouvoir judiciaire susceptible de contrarier les dominants». Aussi, la justice étant surtaxés, les victimes d'injustice doivent être riches pour obtenir réparation.

La classe dominante refuse de se conformer à l'austérité qu'elle impose aux autres, en s'accordant des cadeaux fiscaux.

Enfin, les atteintes aux libertés et à la contestation sont occultées par un «idéal» de sécurité.

Aux yeux avertis de Manuela Cadelli, le décor ainsi planté n'incite pas au désespoir et au découragement.

Bien au contraire : «Voici 500 ans, au plus fort des défaites qui ont fait tomber la plupart des Etats italiens en leur imposant une occupation étrangère de plus de trois siècles, Nicolas Machiavel exhortait les hommes vertueux à tenir tête au destin et, face à l'adversité des temps, à préférer l'action et l'audace à la prudence. Car plus la situation est tragique, plus elle commande l'action et le refus de "s'abandonner" (*Le prince*, chapitres XXV et XXVI).»

Pour y parvenir, elle compte sur «la détermination des citoyens attachés à la radicalité des valeurs démocratiques (qui) constitue une ressource inestimable qui n'a pas encore révélé (...) son potentiel d'entraînement et sa puissance de modifier ce qui est présenté comme inéluctable. «Grâce aux réseaux sociaux et à la prise de parole, chacun peut désormais s'engager, particulièrement au sein des services publics, dans les universités, avec le monde étudiant, dans la magistrature et au barreau, pour ramener le bien commun et la justice sociale au cœur du débat public et au sein de l'administration de l'Etat et des collectivités.»

Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

Elle ne voit pas d'autre alternative à cette voie car, conclut-elle, «le néolibéralisme est un fascisme. Il doit être combattu et un humanisme total doit être rétabli».

A. B.

(*) Manuela Cadelli, *Le néolibéralisme est un fascisme, Le Soir d'Algérie*, 3 mars 2016.

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam

L'Algérie ? La 1re à droite, à l'angle de la corde raide et de la pente abrupte !

Pakistan ! Drame dans la province du Pendjab. Des talibans ont lapidé une femme qui nageait en…

… burkini !

Nos finances sont dans le rouge. Une récente note de Sellal aux institutions et entreprises publiques rappelle fermement que la rigueur et l'austérité en gestion sont plus que jamais d'actualité. En clair, tous les experts concluent de la même manière : l'économie algérienne est sur la corde raide. Prenez vos journaux, quel que soit le jour de la semaine, même le vendredi pour les quotidiens qui paraissent encore le vendredi, et vous «tomberez» forcément sur ce verdict effrayant : l'économie algérienne est sur la corde raide. Je ne suis pas expert ! Mais, j'ai appris à dépasser le stade premier de l'émotion que suscite la frayeur. D'accord, nous sommes sur la corde raide. Mais une fois que tout le monde s'est mis d'accord sur ce constat, n'est-il pas temps de se poser enfin les bonnes questions ? La bonne et seule question qui vaille réellement de faire débat ? Si nous sommes aussi souvent sur la corde raide, presque juchés en permanence sur la corde raide, pourquoi n'avons-nous pas plus de médaillés olympiques en gymnastique ? A l'heure du bilan des derniers JO de Rio, au moment où des voix s'élèvent pour exiger que les responsables rendent enfin des comptes, je joins ma voix à celles des outrés, des indignés de notre olympisme en faillite et je crie : pourquoi sommes-nous si faibles en gym, alors que nous vivons littéralement sur une corde raide ? Ya sidi, si la gymnastique, ce n'est pas à proprement parler de la corde raide, mais plutôt une barre fixe, une poutre, alors, je pose ma question autrement : comment expliquer qu'un pays aussi agrippé à sa corde raide ne compte pratiquement aucun funambule digne de ce nom au sein de sa population ? Jamais vous ne lirez dans vos gazettes l'exploit d'un funambule algérien qui aurait réussi à traverser la distance séparant deux buildings, juché sur une corde plus ou moins raide. Admettez avec moi que c'est tout de même fou cette déperdition extraordinaire en potentiels champions de gymnastique et funambules professionnels. Après, on vient se plaindre de la faiblesse de notre sport, et on promet qu'après la corde raide, il nous faudra vite remonter la pente. Non ! C'est trop facile ! Vachement commode de fuir ses responsabilités en voulant se cacher derrière une malheureuse corde raide. A ces jeux malsains, je préfère, quant à moi, ma discipline-reine : fumer du thé et rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.